

LÉGATION DE SUISSE
EN INDE

New Delhi, le 7. août 1948.

En circulation
n. 4.
18.8.

Reference: ^{Votre} Notre B.1.12.-A.

Confidentiel

Rapport Politique No. 7.

La Politique étrangère de l'Inde.

Monsieur le Conseiller fédéral,

La politique d'un nouvel état est autant déterminée par sa situation géographique que par les circonstances dans lesquelles il a atteint son indépendance. Dans le cas de l'Inde, le fait qu'elle reste membre du Commonwealth et que ses représentants ont pu discuter librement les conditions sous lesquelles elle a obtenu la position d'un Dominion, sont des facteurs particulièrement importants. Sa situation serait probablement tout autre si les conditions de son accession à l'indépendance n'avaient pas été convenues avec la Grande Bretagne et si ses chefs n'avaient pas consenti au partage. Une Inde unie, englobant tous les territoires ayant appartenu à l'ancien Empire, serait peut-être devenue une puissance prédominante dans la région de l'Océan Indien à condition que les discussions intérieures ne l'eussent pas complètement paralysée. Mais comme les circonstances se présentent actuellement, les Indes - si on comprend sous ce terme les deux nouveaux Dominions - sont désunies. Le Pakistan, qui entoure de ses deux parties l'Union Indienne à l'ouest et à l'est, poursuit une politique nettement antagoniste; sur le front du Cachemire les troupes des deux Dominions se combattent ouvertement. Bienque du côté de l'Inde on soit persuadé que le potentiel militaire du Pakistan soit aussi faible que sa structure sociale et économique, on remarque non sans dépit qu'il trouve un certain appui auprès de la Grande Bretagne, des Etats-Unis et aussi des Etats de la Ligue arabe. On apprend, heureuse-

Département Politique fédéral,

B e r n e .

Dodis



ment, que le Gouvernement britannique aurait décidé de retirer ses officiers occupant dans les Armées des deux Dominions des situations qui sont en rapport avec les opérations.

A cette cause d'affaiblissement s'en ajoute une autre, d'un caractère stratégique. Avec une côte maritime de plus de 10'000 km l'Inde ouvre ses territoires à l'Océan. Protégée vers le Nord par une chaîne de montagnes pratiquement insurmontable, elle ne dispose pas des moyens suffisants pour se défendre contre une attaque de la mer et pour garantir la sécurité de ses lignes de ravitaillement. Elle dépendra, en cas de guerre, largement des puissances navales qui prédomineront sur l'Océan Indien et détermineront en conséquence, tant du point de vue stratégique qu'économique, le sort de l'Inde.

Or, comme tout autre Etat dont la formation n'est pas encore achevée, l'Inde est actuellement trop occupée par les problèmes de sa consolidation intérieure pour qu'on puisse dire qu'elle poursuit une politique étrangère propre. Les Etats-Unis d'Amérique eux-mêmes n'ont pas eu de politique étrangère propre jusqu'à leur entrée en guerre contre l'Espagne, sauf la ligne de conduite qui leur fut tracée par la déclaration du Président Monroe. Avec une tenacité et un succès étonnants le Gouvernement de Delhi a réussi à unifier le pays, en éliminant ou intégrant les quelques 550 Etats princiers dont le sort était resté incertain au moment de l'avènement à l'indépendance de l'Inde britannique. Mais les progrès ont été beaucoup plus lents pour assurer le ravitaillement en vivres, relever la production agricole et industrielle, renouveler l'équipement industriel du pays, combattre la spéculation et le chômage qui a encore été aggravé par la présence de plusieurs millions de réfugiés du Pakistan. Tous les efforts devront donc être déployés pour surmonter les problèmes économiques et sociaux les plus urgents, pour combattre aussi la pauvreté et la misère générales.

Dès la création de l'Organisation des Nations Unies l'Inde avait placé ses espoirs en cette institution. Pandit Nehru s'était souvent déclaré partisan des idées tendant vers l'installation d'un Gouvernement universel. On n'hésita pas à mettre les quelques questions pendantes avec l'étranger devant l'aréopage des Nations, en admettant qu'un examen objectif et une solution équitable leur

seraient assurés. Ainsi le Gouvernement de l'Union saisit -il le Conseil de Sécurité de la question du traitement des ressortissants de l'Inde en Afrique du Sud et de celle de l'invasion de l'Etat du Cachemire par des bandes apparemment soutenues par le Pakistan. L'Inde a aussi pris une part très active dans les travaux des organisations, Commissions et Comités dépendant de l'ONU. Mais bientôt, aux espoirs placés en celle-ci a succédé un grand désappointement. Car ou bien le Conseil de Sécurité n'a donné aucune suite aux appels de l'Inde ou il leur a donné une suite tout autre que celle sollicitée par le Gouvernement de l'Inde. On est persuadé dans les cercles dirigeants que les grandes puissances sacrifieront toujours les droits d'un pays dans la position de l'Inde à des considérations de politique générale. Si le Président du Conseil part, comme on l'admet, à la tête de la délégation de l'Inde à l'Assemblée de Paris, il ne manquera sans doute pas l'occasion d'exprimer librement l'amertume et le ressentiment qui se sont accumulés dans son coeur contre la politique du Conseil de Sécurité.

On ne regrette aujourd'hui sans doute pas trop à Delhi que le siège, sollicité au Conseil de Sécurité par le Gouvernement, lui ait été refusé. Car on est décidé à maintenir une attitude strictement neutre à l'égard du conflit de conceptions politiques qui divise actuellement l'Europe. L'Inde restera en dehors des divergences qui séparent les puissances occidentales des Etats totalitaires et on espère que sa situation géographique lui permettra de se maintenir à l'écart dans le cas d'une nouvelle guerre. Malgré sa dépendance des puissances qui domineront l'Océan Indien, on estime qu'il^{ne} serait de l'intérêt d'aucun des deux groupes belligérants d'entraîner l'Inde dans les hostilités ou d'occuper son territoire. Il est clair que pour assurer son ravitaillement en vivres et couvrir ses besoins en biens nécessaires pour l'équipement de son industrie, l'Inde devra se tourner exclusivement vers l'Amérique, l'Empire britannique et certains pays industriels de l'Ouest. Elle n'a rien à attendre de l'Union Soviétique. Mais en même temps elle se défend contre les critiques russes l'accusant

d'avoir choisi le camp des puissances occidentales. En effet rien ne l'engage à solliciter une aide contre le communisme parcequ'elle ne se trouve pas dans une situation comparable à celle de l'Iran, de la Turquie ou de la Grèce. On ne croit pas qu'il y ait un risque sérieux d'attaque par la Russie.

Y a-t-il par contre des chances que le communisme à l'intérieur de l'Inde prenne le dessus et s'empare du pouvoir? On fait souvent allusion, dans la presse étrangère, aux mouvements communistes en Birmanie et en Malaisie pour prétendre qu'ils sont dirigés par des agents communistes résidents dans la Province du Bengale occidental, où ce parti est d'ailleurs interdit. Le fait est que les idées communistes, la foi dans les buts du communisme et l'admiration de la Russie communiste sont très répandues parmi la jeunesse intellectuelle, surtout parmi les étudiants et employés à Calcutta et à Madras; il paraît qu'en outre certaines régions agricoles dans les Etats du Sud^{se} seraient entièrement adonnées au communisme-, et il est probable que ces tendances sont soutenues par les agents au service de Moscou. Mais tout en tenant compte de la grande pauvreté, de la misère parmi la population, et de l'impossibilité d'y porter remède par des réformes sociales, ces constatations ne permettent pas de conclure au succès d'un mouvement révolutionnaire. A le faire, on sous-estimerait l'importance de la bourgeoisie dans les villes, l'inertie des paysans, le pouvoir de la tradition et des croyances religieuses, les obstacles que présentent l'absence de toute culture dans les masses et la diversité des langues. Si des succès locaux ne sont pas exclus, le Gouvernement sera toutefois assez fort pour empêcher qu'un mouvement subversif ne se généralise. Encore tout récemment, à Madras, le Président du Conseil Nehru a dénoncé le danger communiste et a déclaré sa résolution de le combattre par tous les moyens à sa disposition.

L'Inde suivra donc une ligne de conduite qui la tiendra clairement en dehors de toute dépendance de l'un ou l'autre des camps opposés. On a fréquemment suggéré que le rôle de l'Inde dans la politique mondiale devrait être de prendre la tête des pays de l'Asie orientale qui ont récemment acquis le

statut d'indépendance ou sont sur le point de l'obtenir (Birmanie, Ceylan, Pakistan, Siam, Indonésie), de se faire leur porte-parole et de former un bloc économique des pays riverains de l'Océan Indien oriental. En effet, déjà au printemps 1947, un Congrès des Relations Interasiatiques fut convoqué dans ce but à Delhi, et, à la Conférence régionale du Conseil économique et social de l'ONU, en juin 1948, à Ootacamund (Inde méridionale), le Président du Conseil de l'Inde développa un programme semblable en postulant notamment une résistance commune contre l'emprise du capital étranger sur l'économie de l'Inde et des pays voisins. On sait que le Pandit Nehru ne manque aucune occasion de prêter publiquement son appui moral à la République de l'Indonésie.

Une politique de bon voisinage sera sans doute dans l'intérêt de tous les états participants dont la situation est, à bien des points de vue, semblable; bien que le Gouvernement de l'Inde se défende énergiquement contre toute tendance impérialiste, il est naturel que l'état le plus puissant et le mieux consolidé prenne la direction. La situation géographique de l'Inde et le fait qu'il y a des larges colonies d'Indiens dans chacun des pays voisins, semblent la prédestiner à un rôle de médiateur.

Or, en examinant de plus près ce programme, on constatera qu'à certains points de vue les besoins des pays dont il s'agit sont complémentaires; ainsi l'Inde exporte ses produits textiles vers ses voisins et importe d'eux du riz, d'autres produits alimentaires et du pétrole. Mais, dans une plus large mesure encore, les besoins économiques vont de pair; ces pays demandent tous d'urgence des livraisons accrues de "capital goods" que seuls les pays industriels de l'Occident pourront leur fournir. Les régimes politiques de ces pays sont des plus variés et souvent si peu consolidés qu'on ne voit pas comment une entente pourrait être établie entre eux. La politique nationaliste et socialiste du Gouvernement de Birmanie - comme les mouvements révolutionnaires en Malaisie - se dirigent autant contre la propriété des nombreux résidents indiens que contre celle des ressortissants des puissances capitalistes. Quel intérêt aurait l'Inde à brouiller ses bonnes relations avec les puissances occidentales, dont elle dépend

- 6 -

économiquement en poursuivant ou préconisant un programme d'action commune avec des pays qui aujourd'hui encore n'offrent pas de base pour une communauté d'intérêts politiques ou économiques?

D'ailleurs actuellement le conflit armé entre l'Inde et le Pakistan domine entièrement la situation et privera le Gouvernement de Delhi de toute chance d'assumer un rôle dirigeant parmi les Etats de la région. Bienque l'affinité ethnique et culturelle des deux Dominions, la dépendance mutuelle de leurs économies, la nécessité d'une défense et d'une politique communes soient reconnues des deux côtés, les différends causés par les persécutions de l'automne dernier, la lutte pour le Cachemire et la discussion autour du sort du Hydrabad, ont envenimé leurs relations à tel point qu'il n'y a plus d'espoir de les voir se réunir ou conclure des accords généraux qui seraient la base et le soutien indispensables des nombreuses conventions techniques conclues au cours des derniers douze mois. Apparemment dans le but de galvaniser l'opinion publique du Sud de l'Inde, Pandit Nehru a lancé, lors de son récent discours à Madras, un réquisitoire véhément contre le Pakistan, prédisant même la proche débacle de la structure sociale de cet état. C'est une raison de plus d'espérer que la Commission de l'ONU, actuellement aux Indes, trouve une base pour reconcilier les deux voisins en dispute.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral,
l'assurance de ma plus haute considération.

R. Vanier